

Giscard l'anti-immigrés

«LE NOMBRE DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS PEUT ÊTRE RÉDUIT DE PLUSIEURS CENTAINES DE MILLIERS EN QUELQUES ANNEES»

à «L'Express» le 28 mars 1981



«NOUS AVONS UN SYSTEME D'AIDE AU CHOMAGE QUI A POUR OBJET DE PERMETTRE AUX DEMANDEURS D'EMPLOI D'ATTENDRE AFIN DE RETROUVER UN TRAVAIL. IL N'EST PAS RAISONNABLE D'APPLIQUER LES SYSTEMES D'INDEMNISATION AUX TRAVAILLEURS IMMIGRÉS»

à «Cartes sur table» le 30 mars 1981

POUR L'EGALITE DES DROITS Manifestation/Samedi 4 avril/14h

A l'appel de nombreuses associations de travailleurs immigrés, de solidarité avec les travailleurs immigrés, de la CFTD et avec le soutien d'organisations politiques françaises dont le PCML.

Le 4 avril doit être une réponse populaire aux déclarations provocatrices de Giscard

Déclaration commune : PSU-PCML-PCR-LCR-OCI-OCT-LO

Une vaste campagne contre les travailleurs immigrés se développe dans le pays. La société capitaliste est entrée dans une crise de grande ampleur. L'objectif des patrons et de leur pouvoir est de faire payer les frais de cette crise aux travailleurs et aux couches populaires en général. Un des principaux thèmes de leur campagne consiste à tenter de rendre les immigrés responsables du chômage et des difficultés de logement, entre autres, que rencontrent les travailleurs à cause de l'offensive capitaliste. Un sommet de cette offensive vient d'être atteint : Giscard d'Estaing, en authentique représentant des patrons, vient de proposer de renvoyer les travailleurs immigrés en utilisant tous les moyens de l'Etat. Cette déclaration prend la forme d'une véritable provocation à laquelle aucune force ouvrière et démocratique ne saurait rester insensible. Les rafles contre les immigrés à Marseille, Lyon, Massy, les expulsions de résidents de foyers (Saint-Denis...), les mesures prises par la Préfecture des Hauts-de-Seine contre les immigrés habitant des HLM, les lois Bonnet-Stoléro qui livrent les immigrés pieds et poings liés au pouvoir réactionnaire, les différentes incitations financières au retour n'étaient destinées qu'à préparer le terrain à la chasse systématique aux immigrés. Cela devient un point décisif du programme capitaliste contre les travailleurs en général. Ils veulent diviser les travailleurs pour mieux faire passer leurs mesures anti-ouvrières!

Contre cette escalade, plus que jamais, il faut le front commun des organisations de travailleurs français et immigrés. On ne peut donc que regretter les difficultés rencontrées pour constituer ce front contre la politique raciste du pouvoir. Les déclarations faites par une série de municipalités et de dirigeants de partis ouvriers, risquent d'apporter de l'eau au moulin de la droite et de desservir le combat contre les mesures racistes.

Les organisations sous-signées affirment que les déclarations de Giscard, principal représentant de la bourgeoisie, engagé de fait, une nouvelle étape de la lutte, plus dramatique encore pour les travailleurs immigrés. Conscientes de leur devoir d'unir tous les travailleurs pour la lutte contre les seuls responsables de la crise : les capitalistes. Conscientes de la nécessité de lutter pour arracher des droits égaux pour tous les travailleurs quelles que soient leur nationalité d'origine ou la couleur de leur peau.

Les organisations politiques sous-signées, en accord avec la MTI (1), appellent tous les travailleurs, tous les anti-racistes, à soutenir et développer partout la lutte pour la défense des droits des travailleurs immigrés contre la politique raciste du pouvoir. Elles déclarent soutenir sans réserve la manifestation appelée par les Associations de travailleurs immigrés, les Syndicats et les Associations et Collectifs de solidarité avec les travailleurs immigrés, le 4 avril.

Le 4 avril doit être une réponse populaire aux déclarations provocatrices du premier des candidats de la bourgeoisie.

Contre la politique raciste du pouvoir, pour l'égalité des droits français-immigrés, pour la solidarité français-immigrés, soutien total à la lutte des travailleurs immigrés!

(1) MTI : maison des travailleurs immigrés qui regroupe les organisations suivantes : AMF (Association des Marocains en France) CTA (Comité des Travailleurs Algériens) UTIT (Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens) ATT (Association des Travailleurs de Turquie) UGTSF (Union Générale des Travailleurs Sénégalais en France) FETRANI (Fédération des Travailleurs d'Afrique Noire Immigrés)

IDélibérément, Giscard d'Estaing a choisi de placer sa campagne sous le signe de l'incitation au racisme, du déchaînement anti-immigrés. Celui qui a été le maître-d'œuvre d'une politique qui a produit deux millions de chômeurs et qui en a planifiés trois millions pour les années à venir, vient de présenter son «plan anti-chômage». L'homme de confiance du grand capital cherche aujourd'hui à détourner l'attention de ses responsabilités. Alors il fait des promesses. Il promet d'offrir par priorité un emploi à tous les jeunes.

Ses promesses, la réalité a montré le prix qu'il fallait y accorder. Et puis il cherche à détourner le ras-le-bol accumulé contre sa politique. Il veut rendre les immigrés responsables du chômage des Français; il veut dévier la colère des travailleurs français vers d'autres travailleurs. Giscard d'Estaing, en digne héritier de sa classe, a recours aux vieilles ficelles de la division raciste. Il donne aux travailleurs, en direct, une leçon de choses sur l'art et la manière capitaliste d'opposer les travailleurs entre eux, pour mieux les exploiter.

Le poison et les faits

Que dit-t-il en effet? Le point deux de son plan de chômage s'intitule: «Encourager le départ des travailleurs immigrés et adopter une réglementation nouvelle du travail immigré.» Ce qui, en termes clairs, signifie: mener une politique d'expulsions de grande envergure. Une des mesures consiste à fournir des primes (baptisées «complément à l'aide au retour versée par les entreprises») aux patrons qui licencieraient puis feraient expulser des immigrés en embauchant des Français à la place. On veut ainsi faire croire aux travailleurs français que si les immigrés sont expulsés, un emploi encore tout chaud les attendra. Giscard dit aux travailleurs français: «Jetons-les dehors; ils prennent votre place!». Ainsi, tandis que les travailleurs français se dresseraient contre les travailleurs immigrés, lui-même et le patronat pourraient exploiter et licencier les uns et les autres. Car regardons la réalité.

moyenne nationale, telles que la Bretagne, sont aussi parmi celles où il y a le moins de travailleurs immigrés. Alors?

3) Pour que les travailleurs français puissent prendre la place des travailleurs immigrés licenciés, encore faudrait-il que les emplois soient maintenus. Or, une étude de l'INSEE prévoit qu'avec l'application du 8ème plan, les effectifs employés dans l'industrie auront diminué de 20% entre 1975 et 1986. Ce qui signifie qu'il n'y aura pas plus d'emplois pour les français que pour les immigrés.

4) Il n'y a parmi les employés quasiment pas d'immigrés. Or, 300000 employés, cadres et membres de professions libérales ont été réduits au chômage. Alors?

5) Les travailleurs immigrés sont la plupart du temps les premiers frappés par les vagues massives de licenciements. Souvenons-nous de la sidérurgie; des milliers d'entre eux ont été jetés à la rue avant que ce soit le tour des Français. Regardons maintenant dans l'automobile. Ce sont actuellement les travailleurs immigrés qui sont les premiers touchés, en attendant que vienne l'heure pour les travailleurs français. Comment des travailleurs immigrés au chômage peuvent-ils prendre la place des travailleurs français?

1) En 1977, il y avait en France 4236994 immigrés. En 1979, ils étaient 4124317. En deux ans, le nombre d'immigrés en France a donc diminué de 112677. Or, durant la même période, le nombre de chômeurs a, lui, augmenté d'environ 500000. Alors?

2) Certaines régions où le taux de chômage est supérieur à la

Expulsions en masse pour profits accrus

Par contre, jusqu'à maintenant, ils avaient le droit de toucher des indemnités de chômage. Eh bien, Giscard veut leur supprimer ce droit! Ce qu'il a très clairement déclaré au cours de l'émission *Cartes sur table* le 30 mars. Ces travailleurs se trouveront alors en situation irrégulière en France et seront expulsés. Giscard a indiqué que, par ce moyen, il espérait expulser 250000 travailleurs immigrés. Ainsi, les capitalistes pourront à la fois abaisser artificiellement les chiffres du chômage et empocher l'argent qui revenait aux travailleurs immigrés. Double avantage pour eux.

Ces faits montrent que quand Giscard d'Estaing prétend faire passer l'expulsion des travailleurs immigrés pour une solution au chômage, il ment et il le sait. Par contre si, au lieu de s'unir contre leur ennemi commun, de rassembler leurs forces contre ceux qui les jettent à la rue, les travailleurs écoutaient l'appel de Giscard et se divisaient entre eux, alors Français et Immigrés feraient ensemble les frais des licenciements.

Ainsi, durant des années, la bourgeoisie a réalisé des profits considérables sur le dos des travailleurs immigrés et aujourd'hui elle veut les priver de ressources et les expulser dès qu'ils sont sans emploi. Elle veut continuer à faire des profits sur leur dos. Sait-on qu'en 1970, quand on faisait appel à un immigré, une économie de 150000 francs était réalisée par comparaison avec un Français? Sait-on que les capitalistes profitaient encore des immigrés en ne versant pas de retraite à un grand nombre d'entre eux qui retournaient chez eux avant d'attendre 65 ans? Sur 1904822 cotisants immigrés, on comptait 141499 bénéficiaires. Giscard veut aller plus loin.

La campagne que mène le PCF au sujet de l'immigration ne contribue nullement à pouvoir combattre la politique giscardienne. Alors qu'il faut unir, elle divise. Alors qu'il faut déjouer le piège giscardien qui veut rendre l'immigration responsable du chômage, Georges Marchais inscrit l'arrêt de l'immigration (Giscard s'en est déjà chargé) au chapitre de la lutte pour l'emploi.

Les paroles de Giscard sont là pour le rappeler: être anti-Giscard c'est agir pour l'unité des travailleurs français et immigrés, pour l'égalité de leurs droits. Giscard proclame que s'il est élu, il aggravera la politique anti-immigrés qu'il a menée ces dernières années. Les rafles, les internements arbitraires, les attentats racistes, les violences policières, les expulsions, le racisme: voilà le programme giscardien!

Pierre BURNAND